



Bruxelles, le 18 mars 2015  
(OR. en)

6687/15

**COPEN 69**  
**EUROJUST 61**  
**EJN 27**

**NOTE**

---

Origine:	M. Anders Ahnlid, Ambassadeur, Représentation permanente de la Suède auprès de l'Union européenne
en date du:	3 février 2015
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

Objet:	Décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales
	- Notification de la Suède

---

Monsieur,

Au nom du gouvernement suédois, je vous transmets par la présente la notification des mesures nationales par lesquelles la Suède s'acquitte des obligations qui lui incombent en vertu de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales.

(Formule de politesse)

(s.) Anders Ahnlid

Notification de la Suède:

**Décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales**

I L'acte législatif est mis en œuvre au moyen des dispositions nationales suivantes:

Conformément à l'article 16 de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales, les États membres communiquent au secrétariat général du Conseil et à la Commission le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre. La Suède a estimé que la décision-cadre ne nécessitait pas une modification ou une abrogation de dispositions de droit suédois. Les dispositions qui imposent aux autorités suédoises de prendre les mesures nécessaires en vertu de la décision-cadre, et qui n'existaient pas encore dans la législation suédoise au moment de l'adoption de la décision-cadre, ont été mises en œuvre principalement au moyen d'un nouvel instrument (voir annexe).

II Il est prévu de procéder à une autre notification en ce qui concerne cet acte législatif, pour les mesures suivantes:

En application de l'article 4, paragraphe 2, de l'acte législatif, l'autorité suédoise chargée des poursuites et l'autorité suédoise chargée de la criminalité économique sont compétentes pour agir conformément à la décision-cadre. Les coordonnées de ces autorités sont les suivantes:

The Swedish Prosecution Authority

PO Box 5553

114 85 STOCKHOLM

Suède

Téléphone: + 46 8 10 562 50 00

Télécopie: + 46 46 10 562 52 99

**Déclaration de la Suède au titre de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du  
30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice  
de la compétence dans le cadre des procédures pénales**

Conformément à l'article 14, paragraphe 1, de la décision-cadre, la Suède fait la déclaration suivante: le suédois, le danois, le norvégien ou l'anglais sont les langues qui peuvent être utilisées dans le cadre de la procédure de prise de contact conformément au chapitre 2 de la décision-cadre.

---